

Une fois de plus de plus, nos très parisiens dirigeants veulent se servir des stations régionales de France 3 comme d'un punching-ball.

Après plus de dix ans d'économies drastiques, des centaines de suppressions de postes et des mutualisations, après des réformes, des réorganisations et des redécoupages, qui ont abouti à une forme d'instabilité permanente, alors que les salariés sont bousculés par des évolutions profondes menées de manière concomitante et à marche forcée – régionalisation, virage numérique, automatisation des régies, déploiement d'OpenMédia et projet Tempo – voilà qu'au détour d'un article dans la feuille spécialisée la Lettre A, nous apprenons que les PDG de France Télévisions et de Radio France prépareraient « le mariage de France Bleu et de France 3 ».

L'article évoque une fusion des réseaux France Bleu et France 3 qui serait un des objectifs du prochain COM qui doit démarrer en 2024. Lors d'une rencontre le 27 janvier, les deux patronnes auraient décidé de « mettre en place un projet éditorial commun », piloté par des « directions régionales uniques » et reposant sur la polyvalence des équipes, afin, une fois de plus, de « dégager des économies d'échelle ».

Mais les équipes n'en peuvent plus des économies d'échelles ! C'est la seule ligne d'horizon qui leur est présentée depuis 2009. Les stations régionales sont exsangues, les salariés, éreintés !

La CGT est ulcérée d'apprendre un tel projet dans la presse. La stratégie de l'entreprise doit d'abord être présentée aux élus, en CSE. Une fois de plus le dialogue social est entravé.

Nos dirigeantes ont-elles envisagé les impacts d'une telle perspective sur les collectifs ? Alors que les alertes sur l'état de santé des équipes se multiplient, cette nouvelle annonce est porteuse de tous les risques sur les conditions de travail, le sens au travail, l'avenir professionnel des salariés en région.

Il vient percuter et parasiter un peu plus les très décriés projets Tempo ou des régies automatisées. Tous les soupçons mis en avant par les élus sur Tempo – mutualisations avec France Bleu, objectif d'économies – et déniés par la direction la main sur le cœur s'en trouvent du même coup légitimés. Il y a donc bien un plan caché.

Comment croire encore nos dirigeants ? Comment leur faire confiance ? Cela change la donne pour les négociations en cours...

Les inquiétudes sont considérables et les questions sont légion : va-t-on filialiser les réseaux ? Quel statut pour les salariés ? Quels impacts sur l'emploi ou les conditions de travail ?

Alors que le terrain est déjà instable, qu'à France télévisions la DRH n'est toujours pas en mesure d'accompagner les salariés et d'appliquer les accords, un tel bouleversement indique clairement que la stratégie de nos présidentes se fait au détriment du corps social. Elles porteront personnellement la responsabilité des effets pathogènes d'une telle réforme sur les salariés. L'assumeront-elles ?

Paris, le 10 février 2023